

Référendum dans un Congo déliquescence

AFRIQUE CENTRALE

Avec une économie à terre, le plus grand pays d'Afrique centrale sombre dans l'impuissance et le délabrement.

Kinshasa

DIMANCHE SERA JOUR d'effervescence au Memling, le principal hôtel de Kinshasa, la capitale de la République démocratique du Congo, le plus grand pays d'Afrique centrale. Cet hôtel, du nom un peu anachronique d'un peintre flamand, accueillera un ballet d'experts internationaux et d'observateurs, qui débarqueront de l'aéroport, encadrés des pick-up de la nouvelle « police unifiée », toute grisée par son nouveau pouvoir armé.

A l'entrée du Memling, lesdits experts, dont le général français Morillon, seront sans doute reçus par des danseuses en pagne, qui leur feront tout de suite sentir la chaleur des tropiques où ils ont échoué. Mais en « bons » Européens, ils tenteront de concentrer leurs efforts sur leur objectif : le Congo-Kinshasa, cœur de l'Afrique centrale, vote pour la première fois de son histoire.

Au regard du passé récent, ce 18 décembre devrait être une journée d'espoir. Cela fait près de quinze ans que l'opposition se bat pour une démocratisation de la vie politique congolaise. Comme tant d'autres dictateurs africains, Mobutu Sese Seko, à la tête du pays de 1965 à 1997, n'a jamais vraiment accepté de partager le pouvoir. Depuis qu'en 1997 il a été renversé par Laurent-Désiré Kabila, lui-même assassiné par l'un de ses gardes du corps en 2001 et remplacé aussitôt par son fils Joseph, ce n'est pas à une ouverture que l'on a assisté dans l'ancien Zaïre, mais à une déliquescence complète de la vie politique, économique et sociale du pays.

Le Congo est devenu le terrain de chasse, notamment aux diamants, au cobalt, au coltan et à l'or, d'au moins cinq pays voisins : le Rwanda, le Burundi, l'Ouganda, l'Angola et le Zimbabwe. Massacres, brutalités physiques, viols et pillages ont plongé le pays dans l'enfer de la prédation sans scrupule.

Crédibilité zéro

En 2003, suite à l'accord de Pretoria, les forces étrangères se retirent, laissant progressivement la place aux 16 000 hommes de la Mission d'observation des Nations unies au Congo (Monuc) et aux quelques nouvelles brigades de la future armée congolaise, formées par un effort conjoint des Français et des Belges. On entre alors dans une phase de transition, celle qui conduit aujourd'hui au référendum de dimanche, destiné à approuver la nouvelle

Constitution, prélude à la tenue d'élections présidentielle et législatives.

Le pays a du mal à y croire. Comment le pourrait-il ? Sous la direction de Joseph Kabila le Congo est... codirigé par quatre vice-présidents – des hommes qui représentent chacun une des factions de la guerre civile et une portion de territoire. Jour après jour, ces dirigeants s'accusent, se font des coups tordus, sans morale ni idéologie à défendre et, ultime injure, se traitent de cannibales. Dans la rue, la crédibilité du gouvernement de transition se résume désormais en un slogan simple « 1 + 4 = 0 ! ». « C'est le bout du bout de ce que j'ai vu, raconte un diplomate. Ce n'est pas tant l'intelligence qui manque, mais la morale. »

En l'absence d'activités économiques normalement rémunérées, en l'absence de routes praticables, en l'absence même d'un fleuve navigable, faute de quais abordables, ou de grues en état de fonctionner, la combine, la corruption, voire le vol, sont les seuls moyens d'une survie ordinaire. Chaque matin, des milliers de Kinois emboîtent ainsi le pas de la ligne 11, celle où l'on marche à pied du quartier de la Chine populaire – surnommée ainsi en raison de sa densité –, au centre de Kinshasa, à la recherche d'une petite combine. Et lorsqu'un transport en commun emprunte la ligne 11, c'est qu'il a été réquisitionné de force par la population.

Atmosphère délétère

Un Congolais raconte : « J'ai gagné un jour un procès. Au moment où le juge annonce sa décision de me restituer un camion volé, j'entends un cri de ralliement et, en deux minutes, des centaines d'hommes envahissent le tribunal. Je me suis enfui par une porte dérobée... » Même le président Kabila se serait fait arrêter par la foule, récemment. Depuis, il ne passe plus par là.

C'est dans cette atmosphère délétère, où les enfants des rues sont allés jusqu'à faire main basse sur le centre-ville pendant plusieurs jours, avant d'être amadoués par leurs chanteurs préférés, que se tiendra le référendum sur la Constitution. A l'ambassade de Belgique, l'ancien pays colonisateur, on veut espérer. « Des millions de Congolais se sont déjà enregistrés », assure l'ambassadeur, Johan Swinnen.

Mais, pour la plupart des Congolais, les élections ressemblent avant tout à une nouvelle escroquerie de la part de leurs dirigeants, même s'ils pensent en même temps qu'il serait suicidaire de ne pas aller voter. Alors, non sans humour, ils assurent, que, faute de choix, ils feront le choix de la Constitution.

LAURENCE D'HONDT